



## SI ÇA VOUS CHANTE...

Si on en juge par l'affluence à l'AG du dernier mercredi de juin, les choristes des Amis de L'Ormée sont particulièrement attachés à leur ensemble vocal. La parole a pu se libérer totalement, chose plus aisée qu'aux répétitions où les bavardages vous attirent parfois des remarques impatientes. Petit défaut qu'on va s'employer à atténuer mais qui témoigne du plaisir de se retrouver pour célébrer la musique dans une ambiance chaleureuse.

Au cours de l'année écoulée, la chorale a assuré pas moins de cinq prestations à la demande d'associations amies et les soirées Cabaret sur le thème des « chants du monde » ont été une réussite à tous points de vue : fréquentation, qualité artistique... et finances ! Quelques bémols à la clé pourtant dans ce bilan : le classique qu'on néglige un peu à présent... et certains chants parfois à la limite. Rien d'étonnant : valoriser, en polyphonie, les chants populaires, c'est un vrai défi. Nous savons donc que nous avons des marges de progression et c'est dans ce sens qu'on a réclamé plus de travail personnel grâce aux fichiers Midi mis à disposition. Les répétitions d'après Cabaret ont été l'occasion d'aborder deux très beaux chants : *L'Estaca* et la *Ballade nord-irlandaise* qui devraient étoffer notre répertoire permanent.

Claire Baudouin, notre chef de chœur, pense que le groupe a une belle cohésion et a fait des progrès dans le respect des nuances ainsi que dans l'écoute entre pupitres. Son apport, musicalement comme humainement, fait l'unanimité.

L'assemblée a exprimé son accord sur le rythme des manifestations prévues : un Cabaret tous les deux ans, un concert à mi-chemin et des prestations ponctuelles. L'an prochain, on commémorera le 70<sup>e</sup> anni-

versaire de la Libération des camps nazis. Dans ce cadre, nous sommes déjà sollicités pour la Journée du Souvenir à Bègles et pour une soirée d'hommage. Nous pourrions faire réentendre *Nuit et brouillard*, *Le chant des marais*... et quelques autres.

Sur proposition de notre chef, le concert 2015 nous permettra de renouer avec la musique classique. Sous réserve, des chœurs extraits d'opéra comme *Nabucco*, *La Traviata*, *Les Indes Galantes*, *Orphée*... *L'ode à la musique* de Chabrier étant réservé aux femmes.

Le contenu du Cabaret du printemps 2016 reste à élaborer mais son thème est déjà connu : « Autour du labeur », avec des chants de marins, d'ouvriers et de paysans de nos provinces. On mettra sans doute à l'honneur *Yeiki yeiki*, *Les Corons*, *Le Bouvier*, *Les Canuts*...

On conviendra que ce programme est ambitieux. Mais à chœur vaillant, rien d'impossible ! Surtout parce que nous portons des valeurs de partage. Nous sommes persuadés que, dans le mouvement social et citoyen, beaucoup sont comme nous amoureux de chant choral et comprennent le positionnement original de notre groupe vocal qui ne s'interdit rien : musique classique sacrée ou profane, chants populaires, chants de lutte.

Alors nous vous appelons à nous rejoindre pour renforcer tous les pupitres. Bien entendu ? si ça vous chante !

Jean-Jacques CRESPO

NB : Répétition chaque mercredi de 20 h 15 à 22 h 30 à l'école de musique de Floirac, 21 rue Voltaire (non loin de Dravemont, terminus de la ligne A du tram).  
Contact et renseignements 06 32 40 74 10  
Reprise des activités le 10 septembre 2014 au SPF quai de Paludate ; puis à partir du 17 septembre à Floirac.

De dérives en recherches. Pour la culture et les services publics, les jeunes appellent à des solidarités concrètes, Benjamin Regonesi	1
PAROLE. CIPGironde, pourquoi tant de lutte, Directeurs de Théâtres et de lieux culturels en Aquitaine	2
InsideOutProject. Mieux vaut tag que jamais, Vincent Taconet	2
Estejada de las arts, 37 <sup>e</sup> édition	3
PATRIMOINE. L'archéologie préventive est en danger, Pôle culture CN-MJCF	4/5
HUMANISME. Santé globale, par François Dabis	6
ROUGE QQCH. À Natalie VR, Sans n'attendre, Vincent Taconet	8
Vent d'ouest, vent de sud, Madau Lenoble	
Le communisme poétique, Ariane	
NOTES. Choix de L'Ormée	8
Si ça vous chante, Jean-Jacques Crespo	8

Dispensé de timbrage

BORDEAUX MERIADECK

L'Ormée

15, rue Furtado 33800 Bordeaux

DÉPOSÉ LE 22.07.2014



POUR NOUS CONTACTER  
ormee33@gmail.com

L'Ormée

Publication du secteur culturel  
de la Fédération de la Gironde du PCF.  
15, rue Furtado - 33800 Bordeaux - 05 56 91 45 06  
Directeur de la publication, Michel Dubertrand.  
Rédacteur en chef, Emmanuel Fargeaut.  
Vente au numéro, 5 euros.  
Abonnements - 1 an : 15 euros  
soutien : 25 euros, 50 euros.  
Tirage 3 000 exemplaires.  
Composition et impression  
Les Nouvelles de Bordeaux et du Sud-Ouest  
15, rue Furtado - 33800 Bordeaux  
CPPAP n° 0718 P 11493

## DE DÉRIVES EN RECHERCHES

Pour la culture et les services publics,  
les jeunes appellent à  
des solidarités concrètes

QUELQUES SEMAINES ont passé depuis que le couperet est tombé. 25% des votants ont choisi le Front National aux élections européennes.

Mais, avec 56% d'abstention en France, aux alentours de 75% chez les jeunes, la question du désintérêt pour la chose politique nous est posée avant tout. S'il faut faire attention à ce dont nous parlons dans nos communications (le FN ne devient pas, après cette élection, le premier parti de France, mais celui qui a mobilisé ses électeurs), il nous faut aussi, surtout, et rapidement, analyser ces résultats et ce qui en découle.

Depuis ce 25 mai, l'actualité sociale n'a pas fait écho d'une résignation définitive, d'un fatalisme gravé dans le marbre, mais d'une prise de conscience, d'une levée de boucliers contre le racisme et contre l'austérité. La semaine qui suivit les élections, des jeunes, partout en France, organisaient des marches spontanées contre l'extrême droite. Se servant des réseaux sociaux, ils ont réussi à rassembler, au-delà des organisations, des milliers de jeunes autour d'un mot d'ordre : l'alternative à l'austérité ne se trouve pas dans le FN.

Au-delà du simple rassemblement épidermique auquel nous pouvions nous attendre, c'est à une manifestation de jeunes en quête de réponses et d'engagement à laquelle nous avons participé. Les slogans scandés ne voulaient pas seulement dire « non au FN », mais ils appelaient à des réponses politiques, pourquoi et comment sommes-nous arrivés là ? Comment pouvons-nous sortir de l'impasse ? La présence de la JC dans ces rassemblements, mais aussi au quotidien devant les lycées bordelais, a amené, ces jours-là, une dizaine de jeunes à nous rejoindre. Et d'autres ont suivi, et vont suivre. Le mouvement spontané est, en fait, devenu un mouvement d'engagement politique.

Le contexte social, d'ailleurs, est à analyser dans ce sens-là. Les cheminots, les intermittents, les salariés d'Elior Bagatelle en sont les témoins récents. Et ceux qui vont suivre aussi ! Il faut analyser la sociologie des participants à ces mobilisations. Depuis des années, les syndicats travaillent à élever le rapport de force, à éveiller les consciences dans les

entreprises. Et voilà qu'en ce mois de juin, des jeunes, avant tout, pour la plupart abstentionnistes aux dernières élections, se sont mobilisés contre l'accélération des politiques d'austérité, dictées par l'Union européenne. Et des jeunes, au-delà des salariés en lutte, soutiennent ces mobilisations.

La lutte des cheminots est parlante en ce sens. Elle a nourri une réponse globale de soutien des organisations de jeunesse ; les cheminots, quant à eux, ont appelé à la solidarité et à une réorganisation des épreuves pour qu'effectivement les lycéens puissent passer le bac dans de bonnes conditions ; la lutte des intermittents est encore plus parlante !

Le pouvoir et ses alliés ont tenté de diaboliser les cheminots, c'est le tour des intermittents, qui seraient ceux qui ont décidé de foutre en l'air les festivals de l'été, et de s'opposer par là au public, jeune en général, de ces scènes estivales ! Là encore, les jeunes ont de

plus en plus de mal à tomber dans le panneau. Et pour cause. Après avoir réduit, pour la première fois sous la V<sup>e</sup> République, le budget de la Culture, le gouvernement Hollande voudrait nous faire croire qu'il défend la culture pour tous, contre des intermittents activistes, jusqu'au-boutistes.

Personne n'est dupe, surtout pas les jeunes, engagés ou non, qui comprennent bien que, sans moyen, il n'y aura ni innovation, ni même maintien des événements culturels. Et sans ces événements culturels, il sera impossible aux professionnels du spectacle d'assumer les heures qui leur sont demandées pour être indemnisés. La réforme excluant de plus en plus de professionnels du spectacle par le différé d'indemnisation n'aura pour conséquence, à moyen terme, que de faire tomber le nombre de professionnels pouvant assurer la tenue de ces festivals.

Dans un contexte où le gouvernement n'a su trouver au chômage des jeunes que des réponses précaires, et s'attaque aux services publics, à la culture, aux indemnités d'intermittents déjà en difficulté, il nous faut appeler à des solidarités concrètes et à un engagement citoyen de chacun.

Gageons que cet été ressemblera à ce mois de juin enflammé qui a su répondre dans la rue aux retours de flamme d'un Front national qui ne sera jamais l'allié objectif des travailleurs.

Benjamin REGONESI



Parce que l'accord Unedic signé le 22 mars entre le Medef et des syndicats minoritaires des professionnels du spectacle, de la culture est entré en rigueur le 1<sup>er</sup> juillet. Cela veut dire que les nouvelles règles, régressives, de l'indemnisation des travailleurs de la culture ont été publiées au JO-Journal officiel de la République ! Dans L'Ormée, c'est la lutte de la CGT et de la Coordination des intermittents et précaires (CIPGironde) qui est publiée, relayée. Et quand le pouvoir, soit les ministres Aurélie Filippetti (Culture) et François Rebsamen (Travail), multiplient les appels « à la raison et au sens des responsabilités » pour mettre la pression sur les acteurs de la lutte, collectifs de techniciens, d'artistes, de professionnels, notre choix va du côté de ceux qui la soutiennent, les directeurs de théâtres et de lieux culturels de toute l'Aquitaine, ayant porté un message de solidarité, ici en extrait, et avec leurs signatures solidaires.

## CIPGironde : POURQUOI TANT DE LUTTE

« [...] Les salariés et les structures artistiques et culturelles (théâtres, compagnies) sont particulièrement touchés par cet accord qui prévoit une hausse de 2 points des cotisations salariales et patronales, un nouveau différé d'indemnisation [...] La réforme de l'indemnisation et le mouvement des intermittents sont précurseurs du recul de la grande idée d'un service public de la culture voulu par nos aînés et construit patiemment au cours de la décentralisation culturelle. Nous nous opposons à ce reflux et, au contraire, affirmons qu'en période de crise, c'est la précarité, l'ignorance, la haine, qu'il faut combattre. [...] Nous, directeurs de théâtres et de structures culturelles à Bordeaux, dans son agglomération et en région Aquitaine, exprimons notre soutien et solidarité à l'ensemble des équipes artistiques régionales et nationales engagées aujourd'hui dans ce combat indispensable. Nous appelons à la mobilisation de tous afin d'obtenir du gouvernement la réouverture de négociations prenant en compte nos propositions. »

SIGNATAIRES AU 16 JUIN 2014.

Catherine Marnas et l'équipe du Théâtre national de Bordeaux en Aquitaine  
Frédéric Maragnani et l'équipe de la Manufacture Atlantique-Bordeaux  
Monique Garcia et Bruno Lecomte et l'équipe du Glob Théâtre-Bordeaux  
Thierry Fouquet et l'équipe de l'Opéra national de Bordeaux  
Jean-Luc Terrade et l'équipe de Marches de l'été et de 30/30 Rencontres de la forme courte  
Fabien Jannelle et Joël Brouch et l'équipe de l'OARA-Aquitaine  
Frédéric Durnerin et l'équipe de l'Agora, PNCA-Boulazac Aquitaine  
Guillaume Blaise et l'équipe du Champ de foire-Saint-André-de-Cubzac  
Stephan Lauret et l'équipe du Cuvier, centre chorégraphique-Artigues  
Sylvie Violan et l'équipe du Carré/Les Colonnes, Saint-Médard-en-Jalles/Blanquefort  
Chantal Achilli et l'équipe de l'Odyssée Théâtre de Périgueux  
Marie-Michèle Delprat et l'équipe du Théâtre des Quatre Saisons-Gradignan  
Bruno Rapin et l'équipe du Théâtre Georges-Leygues-Villeneuve-sur-Lot  
Panchika Velez et l'équipe de l'Arguia Théâtre-Dax  
Caroline Melon et l'équipe du Festival Chahuts-Bordeaux  
Dominique Durucoa et l'équipe de la Scène nationale Bayonne Sud-Aquitain  
Géraldine Dedieu et l'équipe de l'Espace culturel Treulon à Bruges  
Caroline Rambaud et l'équipe d'Espaces Pluriels scène conventionnée de Pau  
Jean-Marie Broucayet et l'équipe du Festival Théâtre Les Translatines-Bayonne  
Stéphanie Bulteau et l'équipe du Théâtre Le Liburnia-Libourne



## MIEUX VAUT TAG QUE JAMAIS INSIDE OUT PROJECT

**O**NSONS. Huit femmes ont décidé, à l'initiative de l'une d'elles, de participer à leur manière au projet « participatif et global » (depuis 2011) de l'artiste de rue JR, intitulé *Inside Out*. Le projet prend des formes multiples partout dans le monde : des enfants, des femmes, des minorités, se prennent en photo qui, transformées sur affiches par JR, se mettent à la disposition des passants.

Les huit femmes du Bordelais ont choisi le bord de l'eau, et ont collé, collectivement, festivement, leurs portraits, sur une même ligne. Durant plusieurs semaines – il y en a encore belles traces – elles ont occupé un mur rive droite, à quelques dizaines de mètres du pont Ba-Ba (officiellement pont Chaban-Delmas...).

Elles se connaissent toutes et travaillent dans le domaine de la... culture, et du spectacle vivant ; mais ce n'est qu'affinités, et non un choix ! En revanche, elles ont délibérément investi ce mur, baigné d'herbes folles, nourri de graffiti, placé sur un lieu de promenade (joggeurs, cyclistes, marcheurs, familles en visite) mais aussi faisant frontière entre deux bâtiments industriels.

Elles ont de 19 à 55 ans et expriment avec conviction la force et la solidarité des femmes entre elles, voire leur complicité solitaire et joyeuse : d'où leur beauté, renvoyée par les affiches de JR, artiste urbain français d'une trentaine d'années, mondialement connu.

Les photos qui ponctuent ce numéro rendent compte aussi d'un témoin très connu des humains et particulièrement des artistes du spectacle vivant... le temps ! Nous voyons ces visages dans leur « dur désir de durer » et ces femmes choisir de voir leur image... lutter (comme nous tous) avant de disparaître. Décidément, comme l'a écrit Louis Aragon dans son « Zedjal de L'Avenir » (*Le Fou d'Elsa*) – et il pensait aux humains ! – « L'avenir de l'homme est la femme ».

Voici pourquoi nous avons imaginé qu'elles furèrent et courent dans ce numéro, d'une page l'autre...

Vincent TACONET

La page du projet, la force et la solidarité des femmes vidéo (4'56), photos, portraits : [\[insideoutproject.net/en/group-actions/france-bordeaux-1\]](http://insideoutproject.net/en/group-actions/france-bordeaux-1)

De gauche à droite, Isabelle Delzor, Julia Delzor, Élixa Miffure, Cristiana Gonçalves, Laurence Vaudecrane, Irène Aumailley, Muriel Machefer, Sarah Couture.

## À NATALIE...VR

### Sans n'attendre

Nous vivons dans un monde où sonne l'hallali  
Contre les miséreux, les Rom', jusqu'à la lie!  
Nous ne nous levons pas, et rien ne nous rallie  
A tous ces « Jack a dit », à ces Jack Attali...

Des milliards de profit, de tous ces Bigmali-  
On connaît les dégâts, la triste écholalie.  
Ils se donnent le mot, se croient dans leurs rallyes,  
Avides à dollars ou Salvadors Dalis.

Je marche sur des oeufs, passant de lit à lit,  
Je saute les ruisseaux, je joue avec Thalie,  
Je laisse de côté quelques didascalies,

Et me tourne vers vous: brandissons ce tali-  
S'woman, jetons aux orties la loi du tali-  
On, envoyons mille baisers à Natalie!

Vincent TACONET

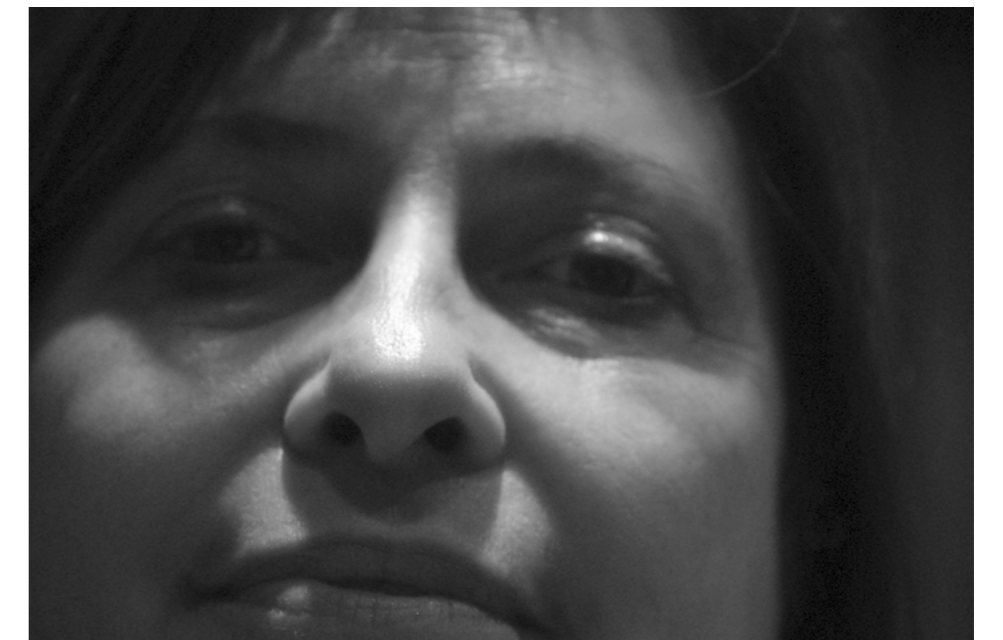
### Vent d'ouest, vent de sud

Pas de présentation officielle dans un salon feutré du Bordeaux cinq étoiles, ni de réunion programmée « rue de la Porte Rouge », c'est sur un trottoir de la rue des Menuts que j'ai rencontré Natalie. Nous étions là, le même jour au même endroit, pour soutenir, devant l'école, une famille de demandeurs d'asile. Nous étions là avec le même sentiment de colère devant l'injustice dont un enfant était la première victime. Et puis j'ai connu l'artiste, celle qui sait « voir » et capter l'instant ou la couleur pour en faire une œuvre d'art. Encore un point de complicité sur le monde, sur les choses de la vie.

Quand la responsabilité de la rédaction de l'Ormée lui a été confiée, même si les deux précédents rédacteurs avaient marqué de leur singularité les pages du journal, qu'une femme enfin, prenne le relai, ne pouvait que me réjouir.

Après ces années de création collective, voilà que nos chemins se séparent. Ce que j'écrivais lors de son expo « Lieux d'absence » est toujours vrai « Elle est tout sourire parce que pleine d'énergie et d'envie de vivre. Elle est toute colère quand les injustices de la société font du mal autour d'elle. Elle est toute révolte quand dans son école un enfant de sans papiers a la peur au ventre. En chignon sage de prof ou cheveux dénoués dans le vent des manifs, Natalie est engagée dans mille combats. Elle est enseignante, elle est militante, mais serait-elle cette femme dont on cherche la complicité dans un regard, un sourire, celle que l'on rêve d'avoir pour amie si elle n'était aussi artiste ? »

Madau LENOBLE



## Le communisme poétique

« Le temps est venu où tous les poètes ont le droit et le devoir de soutenir qu'ils sont profondément enfoncés dans la vie des autres hommes, dans la vie commune. » Paul Eluard

Le samedi 17 mai, à l'arrêt du 36 qui doit m'amener de Terres Neuves à la fête de L'Huma, je rencontre Carlos, membre du PCF, qui se rend au même endroit que moi. On discute ; assez vite je lui dis que je suis à la JC de Bordeaux. Et là, sans prévenir, il me pose une question incroyable, une question toute simple : « Par conviction ou par poésie ? »

J'avais très envie de répondre « par conviction », pensant que l'alternative serait honteuse à avouer, aurait un goût de défaite, de facilité et d'hypocrisie, mais plus j'y pense, plus je me rends compte que le choix est illusoire, qu'il n'existe aucune dualité entre « conviction » et « poésie ». Il y a entre les deux un rapport essentiel.

La poésie est un principe communiste et le communisme est un principe poétique.

Il est naturel et souhaitable que les murs de la Fédé portent des vers d'Aragon et d'Éluard. Le poète n'a-t-il pas en effet le goût du commun ? Écoutons Lautréamont : « La poésie doit être faite par tous. Non par un. » Elle parle d'un monde commun, d'existences partagées. Le poète doit « donner un sens plus pur aux mots de la tribu », il est le porte-parole des hommes. La poésie a le désir de restituer aux hommes ce qui leur appartient, de rassembler sous un même chant, sous les mêmes vers, les individus trouvant leur fraternité restaurée, les douze syllabes de leur désir d'union unies par le liant du rythme des poètes.

En 1936, Paul Eluard tint une conférence intitulée « L'Évidence poétique ». Des extraits seront plus éloquents que tous les mots que je peux chercher : « La solitude des poètes, aujourd'hui, s'efface. Voici qu'ils sont des hommes parmi les hommes, voici qu'ils ont des frères. [...] Avec tous nos semblables, nous concourons à la ruine de la bourgeoisie, à la ruine de son bien et de son beau. C'est ce bien, c'est ce beau asservis aux idées de propriété, de famille, de religion, de patrie, que nous combattons ensemble. Les poètes dignes de ce nom refusent, comme les prolétaires, d'être exploités. La poésie véritable est incluse dans tout ce qui ne se conforme pas à cette morale qui, pour maintenir son ordre, son prestige, ne sait construire que des banques, des casernes, des prisons, des églises, des bordels. La poésie véritable est dans l'invention de la radio, dans l'exploit du Tchélious-kine, dans la révolution des Asturies, dans les grèves de France et de Belgique. [...] Il y a un mot qui m'exalte, un mot que je n'ai jamais entendu sans ressentir un grand frisson, un grand espoir, le plus grand, celui de vaincre les puissances de ruine et de mort qui accablent les hommes, ce mot c'est : fraternisation. »

Et lorsque Éluard affirme : « Que l'homme se découvre, qu'il se connaisse, et il se sentira aussitôt capable de s'emparer de tous les trésors dont il est presque entièrement privé, de tous les trésors aussi bien matériels que spirituels qu'il entasse, depuis toujours, au prix des plus affreuses souffrances, pour un petit nombre de privilégiés aveugles et sourds à tout ce qui constitue la grandeur humaine », qui ne croirait entendre Marx répéter que « ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, c'est la vie qui détermine la conscience », et que « si l'homme est formé par les circonstances, il faut former les circonstances humainement » ? Marx qui fut, d'ailleurs, en son temps, lui aussi poète...

Ariane

L'ORMÉE \_ 7

SANTÉ  
GLOBALE

« **M**ON ARRIVÉE au Conseil scientifique<sup>3</sup>, que j'ai présidé pendant neuf ans, a coïncidé avec la crise sanitaire de la canicule de 2003. [...] Comment parler de la santé publique des trente dernières années sans parler du sida ? Pourtant ce n'était pas mon intention dans mes années d'apprentissage aux CDC<sup>4</sup>. Un fort sentiment d'opportunisme se dégageait, me semblait-il, de ceux qui décortiquaient cette maladie presque inconnue et j'avoue une certaine incompréhension de ma part des enjeux de ce qui se profilait à l'horizon.

« Pour moi, la santé de l'enfant primait. Et comment pouvait-il en être autrement quand ma première expérience professionnelle en Afrique m'a amené à Kinshasa. Hôpital Mama Yemo, première unité de réhydratation orale sur le continent africain. Passer de la théorie à la pratique. Prévenir, surveiller, mais aussi voir et évaluer tant d'opportunités manquées. Ces premiers enfants en état de choc, devant lesquels on reste impuissant même quand on est bardé de connaissances et que les solutions existent. Jonathan Mann, lui, défrichait l'épidémiologie du sida dans un autre bâtiment du même hôpital. La pandémie était lancée, inéluctablement.

« Mon retour en France ne m'a pas laissé beaucoup de choix. Le sida était déjà bien là,

François Dabis est un Bordelais né à Bordeaux. C'est aussi un grand chercheur, un grand épidémiologiste ; ses travaux, ses recherches, ses interventions, ses initiatives ont eu lieu dans le « monde réel », qui est le sien... et le nôtre. Fils d'un grand médecin, il a repris cette voie après des hésitations. Un diplôme universitaire de santé et de développement va le conduire vers la santé publique, la santé collective, sa dimension internationale, et donc l'épidémiologie d'intervention. En Amérique, en Afrique, il se bat notamment pour mettre en place des programmes pour diminuer la mortalité infantile. En médecine, la mise en réseau est scientifique, mais aussi humaine, et se heurte à... l'inhumanité dont le moteur est le profit. De retour à Bordeaux, François Dabis met en place la première « cohorte » de séropositifs<sup>1</sup> en 1987, puis repart en Afrique où ses travaux sur la transmission mère-enfant fortifient l'efficacité de l'épidémiologie d'intervention. Il a eu un apport décisif dans la lutte contre la pandémie du VIH, avec un regard très lucide sur notre société. Comme un autre médecin de même prénom (Rabelais), il souscrit à la devise « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ». Son combat humaniste et scientifique relève d'une culture qui ne dit pas son nom. Qu'on en juge par ces extraits du discours qu'il a tenu lors de la réception de sa Légion d'honneur, le 18 mars 2014, par le professeur Jean-François Delfraissy, directeur général de L'ANRS<sup>2</sup>. Au-delà de la solennité d'une telle cérémonie – et du poids des institutions ! –, L'Ormée a trouvé utile de faire savoir comment la médecine et la recherche universitaire pouvaient trouver ou conquérir leur place dans le combat pour la culture, pour la santé, contre la pauvreté. V.T.

à Bordeaux aussi. Et je dois à Jean Aubertin, savamment conseillé par Roger Salomon, de m'avoir fait confiance pour transférer ce que j'avais appris à la communauté bordelaise qui vivait, comme partout ailleurs, les affres des années de plomb avec le sida, sans médicaments bien sûr et sans réelle capacité d'analyse épidémiologique, mais avec une volonté rapidement affirmée de progresser ensemble. Les débuts de la Cohorte Aquitaine 4 ont quelque part scellé notre parcours professionnel, à beaucoup d'entre nous ici à Bordeaux, et nous en sommes, je crois, à la troisième génération de professionnels ainsi réunis vingt-sept ans plus tard. [...] »

Il remercie alors chaleureusement sa collègue et amie Thérèse, « pas [tant] la ministre de la Santé de Côte d'Ivoire que j'ai le plaisir d'avoir à mes côtés ici, mais une femme de conviction, un médecin et un enseignant-chercheur hors pair dans [son] pays. [...] »

« Je ne vous imposerai pas de citation classique pour agrémenter mon propos, ce n'est pas trop mon style. Mais en suivant l'actualité, on peut aussi trouver d'intéressantes références. Voici donc ce qu'un loup de Wall Street, fier de ses 180 millions de bénéficiaires accumulés en 2013 avec seulement 150 tra-

ders spécialistes du trading à haute fréquence sous ses ordres, disait il y a quelques jours : "Ma société joue un rôle important dans le maintien et l'amélioration de la santé globale... des marchés des capitaux mondiaux."

« Voilà bien une piètre utilisation du mot santé globale, vous en conviendrez, même ceux qui ne sont pas des spécialistes. Pour moi, pour la plupart d'entre vous, la santé globale, notre conviction, notre combat c'est autre chose. Je vous proposerais d'ailleurs deux adjectifs pour le prix d'un. C'est souvent comme ça, en français ! La *global health*, la santé globale, cela ne devrait-il pas se traduire en santé mondiale et globalisée ? Mondiale parce que, que vous soyez un jeune homosexuel masculin à Périgueux, une femme enceinte à Durban, ou un toxicomane à Hanoï ou à Sébastopol, nous croyons tous que vous avez les mêmes droits : droits à l'information, à la prévention, au dépistage, aux soins et aux médicaments si, hélas, vous vous contaminez, et encore plus à la reconnaissance de vos droits et à une protection sans faille. Globalisée parce que nous pensons tous que le VIH/sida est à la fois un modèle, un révélateur mais certainement plus une exception : nous formons beaucoup de spécialistes, mais il nous faudra de plus en plus être des généralistes, une nouvelle race d'humanistes de la santé publique capables d'appréhender la globalité des problèmes de santé et d'en rechercher les solutions les plus intégratives possibles. [...] »

François DABIS

1. Cohorte des personnes identifiées porteuses du sida suivies au travers de tous les actes biologiques et thérapeutiques accomplis lors de visites dans les hôpitaux publics par le GECSA, Groupe d'épidémiologie clinique du sida en Aquitaine.
2. Association nationale de recherche sur le sida.
3. De l'INVS, Institut national de veille sanitaire.
4. CDC, Centers for Disease Control and Prevention. Les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies forment la principale agence gouvernementale américaine en matière de protection de la santé publique.



insideoutproject



L'archipélisation de l'événement s'imprime du désir de lire et d'interpréter la partition environnementale locale (sociale historique écologique esthétique) riche de potentiel poïétique. Pour cette 37<sup>e</sup> édition, elle « s'archipélisera » sur 7 communes rurales de notre Sud-gironde,

Uzeste  
Cazalis  
Lignan de Bazas  
Noailles  
Pompéjac  
Villandraut  
St Symphorien

## Hestejada de las Arts (du 16 au 24 août)

37<sup>e</sup> édition de l'Hestejada de las arts

(En langue d'oc de Gascogne : la grande fête estivale des arts à l'œuvre)

La manifestivité poïétique d'Occitanie océanique fondée imaginée par la Cie Lubat de Jazzcogne (chercheurs d'art à l'air libre) réalisée par l'association Uzeste Musical visages villages des arts à l'œuvre (mine d'art à ciel ouvert).

Binôme épicerie de recherche transartistique fondamentalement applicable : musique poésie théâtre pyrotechnie danse philosophie conte science histoire – concerts spectacles performances projections conférences débats socratiques apéro swings artifice/opéra jazzbals -.

Entre « élitiste » et « populaire », processus de créolisation à l'œuvre (E. Glissant), liaisons magnétiques (P. Chamoiseau) d'esprits critiques en situation critique (artistes, psychanalystes, philosophes, syndicalistes, journalistes, scientifiques, sociologues, politiques, économistes, historiens...)

L'art de l'improvisation comme moyen de transport de l'entremêlement écrit/oral

Transartisticités de la 37e Hestejada de las arts  
pré-programme des

## CRÉATIONS/ÉVÉNEMENTS

**ARTIFICE OPÉRA INTER-MUTANT**  
Les artistes d'ici d'en d'Aquitaine et d'ailleurs en lutte contre toutes les précarités  
création pyrotechnique : CIE PYRO'ZIER conduite transartistique : CIE LUBAT

**SPÉCIAL JEAN JAURÈS (CENTENAIRE)**  
LA VICTOIRE DE JAURÈS : par CHARLES SILVESTRE (conférence)  
JAURÈS CHANTÉ PAR « LES GRANDES BOUCHES » (chansons théâtre)

**LA NUIT DU SOUFFLE**  
ARCHIE SHEPP, FRANÇOIS CORNELIOP, GÉRALDINE LAURENT, TRIO JOURNAL INTIME, NICOLAS NAGEOTTE  
MICHEL PORTAL, LOUIS SCLAVIS, JACQUES DI DONATO, FRANCIS BOURREC, JULIEN DUBOIS...

**LA NUIT MÉTAMORPHOSE**  
TRANSFORMATION DU SOUCI EN SOUCI DE LA TRANSFORMATION :  
LA NOUVELLE CIE LUBAT DANS TOUS SES TIERS ÉTATS

**LA NUIT DES SOLI-SAUVAGES**  
5000M SOUS LES ÉTOILES DANS LA FORÊT PROFONDE. SILENCES... APPARITIONS... DISPARITIONS... DIVAGATIONS  
RICHARD BOHRINGER, MICHEL PORTAL, JACQUES DI DONATO, GILLES DEFACQUE, MARGOT AUZIER

**LA DANSE EN CONTRE DANSE**  
HAMID BEN MAHI ET SA COMPAGNIE HORS SÉRIE, RAPHAËLE CAMUS, PAUL GEORGES, CIE LA COLLECTIVE

## CONCERTS/SPECTACLES

**JAZZ ET MUSIQUES CONTEMPORAINES IMPROVISÉES**  
MICHEL PORTAL, SYLVAIN LUC, ARCHIE SHEPP, HENRI TEXIER, SÉBASTIEN TEXIER, PARTI COLLECTIF,  
LOUIS SCLAVIS, FRANÇOIS CORNELIOP, JACQUES DI DONATO, JOËLLE LEANDRE, SERGE TEYSSOT-GAY,  
RAPHAËL QUENEHEN, ÉMILE PARISIEN, ANDRÉ MINVIELLE...

**LES ARTISTES D'ICI D'EN D'AQUITAINE ET D'AILLEURS**  
CHRISTIAN VIEUSSENS, SYLVAIN ROUX, MICHEL MACIAS, LOS GOJATS, FABRICE VIEIRA, BERNARD LUBAT,  
JULIETTE KAPLA, EMMANUELLE TROY, FRANCIS BOURREC, ANDRÉ MINVIELLE, FRANCIS LASSUS, JULIEN  
ACHIARI (musique) CHRISTIAN LABORDE, ISABELLE, LOUBÈRE, MARTINE AMANIEU, CIE LE PETIT THÉÂTRE  
DE PAIN, PHILIPPE TORRETON (théâtre) CIE HORS SÉRIE, HAMID BEN MAHI, LA COLLECTIVE, RAPHAËLE  
CAMUS, PAUL GEORGE (danse contemporaine) MARGOT AUZIER, PATRICK AUZIER (pyrotechnie) ....

## CONFÉRENCES

GEORGES DIDI-HUBERMAN (historien de l'art) ROLAND GORI (psychanalyste) PASCAL CONVERT,  
ERNEST PIGNON ERNEST (artistes plasticiens) MONIQUE CHEMILLIER-GENDREAU (juriste) JEAN MARIE  
HARRIBEY (économiste) EDWY PLENEL, CHARLES SILVESTRE (journalistes) ...

## PROJECTIONS

Propositions à venir en partenariat avec ARTISTES & ASSOCIÉS et la CGT

## AMBIANCES DE JOUR DE NUIT

MEETING POÏTIQUE, JAZZBALS GASCONCUBINS, APÉROS SWING, RADIO UZ, BŒUFS, APÉRO FANFARE.....



Intervention sur le parvis de l'église Saint-Martin de Villeneuve-d'Ornon, en 2012, par l'équipe d'archéologie préventive de la Cub.

L'ARCHÉOLOGIE n'existe que depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et les premières lois relatives à la conservation du patrimoine n'apparaissent en France qu'au XX<sup>e</sup> siècle. De nombreuses personnes effectuaient des fouilles sauvages, perçant des tumulus pour trouver de beaux objets, et se livraient à la création de musées personnels ou au trafic d'antiquités sans que l'on puisse en connaître provenance ni contexte.

Avant tout, l'archéologie est la volonté de comprendre pourquoi tel objet a été laissé à tel endroit, quels étaient son environnement et la vie des humains qui en faisaient usage... La loi Carcopino du 27 septembre 1941 a donné un cadre strict et structuré à la pratique des fouilles archéologiques, mais sans créer de structure pour la contrôler. Le Service régional d'archéologie (SRA), qui a mission de délivrer les autorisations et prévenir la destruction de sites, n'est créé qu'en 1960. Et si l'archéologie apparaît dans les enseignements universitaires en 1968, elle est une activité bénévole jusque dans les années 1980/1985.

Entre temps, les politiques de construction d'après-guerre ont eu un effet destructeur. À la fin des années 1960, le port grec de Marseille<sup>1</sup> est anéanti. Dans le milieu des années 1970, à Orléans, le cimetière médiéval du Campo Santo est détruit et les habitants choqués au passage de camions emplis d'os humains. À la même époque, le forum de Lutèce disparaît presque entièrement pour favoriser l'accès de Paris aux voitures. Quelques années après, lors de la construction du Forum des Halles au cœur de la capitale, un autre cimetière est rasé, ainsi qu'un pan de fortifications.

**LE DÉBUT DE LA PRÉVENTION.** Ces destructions, si elles marquent fortement l'opinion publique, ne sont qu'un très petit aperçu de ces pratiques. En 1973, l'Association pour les fouilles archéologiques nationales (AFAN) est créée dans un but de sauvetage, elle est le premier pas vers l'archéologie préventive. Plus de quatre-vingt-dix personnes travaillent

PATRIMOINE

Étude des sociétés et des humains disparus à partir des monuments et des objets qui subsistent, l'archéologie travaille conjointement avec de nombreuses autres sciences, la paléontologie (étude des fossiles d'êtres vivants anciens), l'anthropologie (étude de l'humain sous tous ses aspects), ou encore l'archéométrie (mise en œuvre de sciences dures, physique et chimie, dans un objectif de datation des objets et des sites), etc. L'archéologie préventive consiste à intervenir sur un chantier de construction pour récupérer le maximum de connaissance avant destruction définitive du site. Mais la mise en concurrence introduite en 2003 l'a soumise à des règles commerciales difficilement compatibles avec cet objectif.

## L'ARCHÉOLOGIE PRÉVENTIVE EST EN DANGER

en 1985 sur la fouille de la cour Napoléon à Paris<sup>2</sup>. Mais l'Afan est une association et sa structure n'est pas suffisante pour gérer autant de personnel. Ses statuts ne lui permettant pas de créer des emplois en CDI, elle renouvelle illégalement des CDD.

Il faudra un nouveau scandale pour que les autorités publiques comprennent la nécessité de s'occuper du patrimoine. En 1997, la ville de Rodez est au trois quarts refaite par un aménageur sans qu'aucune fouille ne soit réalisée. Son histoire est à tout jamais disparue. L'Afan n'a pas pu intervenir et essuie de très vives critiques. Le ministère des Finances en profite pour évoquer avec force la nécessité de la mise en concurrence dans ce domaine.



Substructions d'un ponton et d'une passerelle du X<sup>e</sup> siècle, à Pineuilh (Gironde), découverts lors des travaux de la déviation de Sainte-Foy-la-Grande en 2003.

La loi du 17 janvier 2001 impose aux aménageurs une redevance qui alimente le Fond national pour l'archéologie préventive (FNAP)<sup>3</sup>, et remplace l'Afan par l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)<sup>4</sup>. Il a le monopole des fouilles et des diagnostics (estimation du potentiel d'un site). Son objectif n'est plus uniquement de sauver les vestiges de la France passée, mais aussi d'étudier et de diffuser les connaissances. Un an après, les premiers agents de droit public sont recrutés. Mais très rapidement, des parlementaires trouvent la redevance trop élevée. Fin 2002, elle est réduite de 25 %. En juillet 2003, la loi modifiée ouvre la réalisation de fouilles archéologiques préventives aux collectivités territoriales et à la concurrence d'opérateurs agréés. Le diagnostic est réservé aux opérateurs publics, les fouilles sont soumises à appel d'offres<sup>5</sup>.

Ce bref historique était nécessaire pour comprendre les problèmes actuels de l'archéologie préventive. En effet, lorsqu'aucun opérateur ne répond à un appel d'offres, l'Inrap est obligé de prendre en charge le chantier, en plus des appels d'offres gagnés et des diagnostics. Malgré plus de 2000 équivalents temps plein par an, tous corps de métiers confondus, à travers la France métropolitaine et les Dom-Tom, l'Institut n'arrive pas à répondre à ses missions. S'ensuivent multiplication des CDD, délais imposés avant l'ouverture

de chantiers, augmentation de la facture pour les aménageurs. La loi de 2003 avait pour but de cantonner l'Inrap aux gros chantiers, pour drainer les autres vers des organismes publics ou privés mis en concurrence et les diagnostics vers les collectivités territoriales. Cela n'a pas été le cas.

D'une part, la création et la répartition géographique des opérateurs agréés ne se sont pas faites équitablement. Dans les Antilles et en Guyane par exemple, il n'y a que l'Inrap et Eveha, opérateur privé. Les collectivités territoriales (conseils généraux en particulier) interviennent majoritairement sur les territoires connus pour leurs vestiges (Dordogne, Provence-Côte-d'Azur, etc.). Les cinq plus gros opérateurs privés se sont découpé le territoire pour ne pas s'y faire concurrence. Les services archéologiques territoriaux sont ainsi écrasés et presque entièrement cantonnés aux diagnostics.

D'autre part, une grande majorité de ces opérateurs agréés ne répond qu'aux appels d'offres qui vont dans le sens de leurs recherches. La société Hadès est ainsi spécialiste du Moyen-Âge, le Conseil général de Dordogne se concentre sur la préhistoire, Iker-Archéologie travaille sur les carrières et souterrains... Les chantiers de construction situés dans des territoires peu investis par les opérateurs, ou ne répondant pas aux problématiques et à l'agrément des opérateurs présents, doivent donc être évalués, diagnostiqués et fouillés par l'Inrap. Malgré la crise, ces chantiers n'ont pas cessé. Alors qu'une baisse importante d'effectifs était escomptée, l'Inrap a dû répondre par une politique d'embauche, passant de 1686 ETP en 2002 à 2119 ETP à la fin de l'année 2012.

**LES EFFETS DE LA CONCURRENCE.** La mise en concurrence de l'archéologie a mis à mal les opérateurs publics et entraîné une course effrénée à l'offre la moins chère et la plus rapidement menée. Un cahier des charges est fourni par le SRA concerné, donnant des indications sur l'opération à effectuer et un nombre de jours minimum pour le chantier de fouilles. Les opérateurs tendent donc à s'approcher de cette durée minimale et à réaliser uniquement études et travaux prescrits. Ils sont certes soumis à résultat scientifique, mais les nombreux manquements et incohérences sont peu relevés par les organismes de vérification, faute de personnel.

Car l'aménageur doit financer intégralement l'opération archéologique<sup>6</sup>, en plus d'acquitter la redevance pour l'archéologie préventive. Alors il rogne sur tout : un technicien devra effectuer deux fois plus de travail en deux fois moins de temps, les spécialistes n'auront que très peu de jours pour faire les études dont le nombre sera réduit, au risque de perdre des informations... Et il paye au minimum, refuse de prendre en compte les heures supplémentaires, ne propose que de microformations aux règles d'hygiène et de sécurité qui, trop souvent, ne sont pas appliquées.

L'archéologie n'a pas de convention collective ; les opérateurs peuvent donc choisir



Femme archéologue berçant la tête d'un squelette sans genre bien défini. Photo Tibault Taconet, 4 avril 2014. Place Saint-Michel à Bordeaux, les travaux rue des Faures (devant le bar-tabac) ont mis à jour plusieurs sépultures en pleine rue, à la surprise des archéologues de la société Hadès sollicitée par le service régional d'archéologie de la DRAC. L'existence d'un cimetière médiéval était connue le long du mur sud de la basilique.

celle qui leur convient le mieux... En 2013, une entreprise privée d'archéologie préventive, détenue par quelques actionnaires, gérée comme n'importe quelle boîte, qui exploite des CDD sous payés et sous-équipés, c'est plus rentable que le CAC40 ! Sur le dos du patrimoine français.

Indignée de l'état de l'archéologie préventive, Aurélie Filippetti a demandé en 2012 une étude pointant les méfaits de la concurrence dans ce domaine. Un Livre blanc est sorti en juin 2013. Le bilan qu'il dresse, plutôt modéré dans ses propos, doit être une base pour la refonte du code du Patrimoine en 2014, principalement son Livre V régissant l'archéologie.

L'avenir de l'archéologie préventive n'est donc pas assuré. D'une part, certains aménageurs continuent à détruire illégalement notre patrimoine. À Bordeaux, place Puy-Paulin, Bouygues a presque entièrement fait disparaître un reste d'habitat gallo-romain ; un ouvrier l'a signalé lorsque des pieux de fondation ont perforé une mosaïque antique. Le SRA a agi immédiatement et des fouilles ont eu lieu sur les 20 m<sup>2</sup> non détruits, conservés dans les sous-sols du bâtiment. Aujourd'hui, ces situations ne devraient plus exister. Les amendes sont hélas insignifiantes par rapport à la perte d'argent qu'un retard de chantier dû à l'archéologie préventive représente pour l'aménageur. D'autre part, le matériel découvert n'est pas suffisamment étudié, par manque de moyens. La conservation est souvent mal réalisée, tant dans le public que le privé, entraînant la destruction d'artefacts et la perte de données. Il n'y a plus de place

nulle part pour conserver notre passé sauvé de la destruction.

Le nouveau code du Patrimoine, destiné à encadrer les compétences des opérateurs privés, les a de fait renforcées, leur accordant un pouvoir scientifique. L'Inrap a certes obtenu la tutelle de la recherche. Mais accepter que les opérateurs privés aient un droit de décision sur la recherche nationale revient à entériner définitivement la concurrence. D'autant que certaines collectivités territoriales, refusant la tutelle de l'Inrap, ne sont pas les dernières à s'adresser au privé.

Notre patrimoine nous appartient et fait de nous ce que nous sommes. Notre passé ne peut pas être une source de profit. L'archéologie ne peut pas être soumise à des règles commerciales et doit rester publique. Élément de culture, elle ne peut pas, ne doit pas être déconnectée de la recherche, de la valorisation, de la publication, de la diffusion de ses résultats.

Pôle culture CN-MJCF

1. Fondée par les marins grecs de la ville de Phocée (Asie mineure) vers 600 av. J.-C., on l'appelle encore en 2014 « la cité phocéenne ».
2. Construction de la pyramide de verre de l'architecte Pei dans le cadre des travaux du Grand Louvre.
3. Au 1<sup>er</sup> janvier 2014, la redevance est de 0.54 €/m<sup>2</sup>, identique pour les aménageurs et les particuliers.
4. Établissement public administratif, sous la tutelle conjointe des ministères de la Culture et de la Recherche.
5. Procédure qui permet à un commanditaire de faire le choix de l'entreprise la plus à même de réaliser une prestation de travaux ou de services.
6. Frais pris en charge par le Fnap pour les particuliers.